

Armer ou ne pas armer l'Ukraine ? Telle est la question suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des ministres de la défense de l'OTAN qui [se retrouveront demain 5 février](#) pour discuter de leur fameux « plan de réactivité ». Les uns et les autres ont commencé à poser leurs jalons à la veille de la réunion. Or il est impossible d'ignorer le potentiel de désordre, au sein du soi-disant Occident, que comporte cette interrogation sur d'éventuelles livraisons.

D'un côté, [l'administration américaine admet d'étudier sérieusement la possibilité](#) de fournir des armes soi-disant « défensives » aux autorités ukrainiennes. Simultanément, un groupe d'anciens hauts responsables US (ambassadeurs à l'OTAN, en Ukraine, ancien commandant suprême des forces de l'Alliance, et Secrétaires adjoints à la Défense ou aux Affaires étrangères) vient de remettre [un rapport](#) qui appelle, sur un ton résolument alarmiste, à la livraison immédiate d'armes « létales » à Kiev.

De l'autre côté, [la chancelière allemande a catégoriquement exclu](#) la livraison de moyens militaires, et le ministre Le Drian vient d'annoncer que [Paris n'a pas non plus l'intention \(aujourd'hui\) de fournir des armes](#) létales à l'Ukraine. Un désordre qui confirme d'ailleurs les inquiétudes de divers experts et d'anciens responsables interrogés sur le site de Carnegie Europe (plate-forme éminemment atlantiste), dans la [dernière édition de la rubrique hebdomadaire de Judy Dempsey](#).

Ainsi, pour le directeur de l'Institut Russie du King's College de Londres, la question n'est pas de savoir si l'Occident en tant que tel va livrer des armes à l'Ukraine, mais si les Etats-Unis vont le faire (éventuellement suivis par quelques autres). Or, poursuit-il, le prix à payer pour une telle décision pourrait être l'unité (jusqu'ici exemplaire, selon lui) des pays occidentaux. L'ancien ministre britannique aux Affaires européennes, Denis MacShane parle, lui, carrément d'un « *axe de sympathisants de Poutine* » qui va de Londres à Berlin, en passant par Paris et Rome.

En réalité, le casse-tête des armes létales risque bel et bien de ranimer des [divisions de fond](#) qui se faisaient sentir [dès le départ](#), derrière l'unité de façade. Au point que, [d'après l'ambassadeur de la France à l'OTAN](#), on y « *retrouve de façon certes atténuée le climat d'il y a dix ans* », lors de l'intervention américaine en Irak. Ce n'est pas un hasard si le rapport américain déjà cité ne mentionne qu'une demi-douzaine d'alliés (les trois Etats baltes, la Pologne, le Canada et le Royaume-Uni) que Washington devrait tenter d'aligner.

Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce que les ministres des 28 de l'Alliance préfèrent focaliser plutôt sur la suite à donner au « paquet de réassurances » déjà approuvé par l'OTAN. Et qu'ils ratissent toutes les mesures possibles et imaginables (comme [le déploiement d'unités « d'intégration des forces »](#) dans les Etats membres situés à la frontière orientale) pour envoyer un message de fermeté et d'unité sans faille. Toujours est-il que la question de la livraison d'armes pourrait devenir ce week-end, à la grandiose [conférence annuelle sur la sécurité à Munich](#), le dénommé « éléphant dans la salle ».